



Lettre ouverte au Directeur de l'ENFiP, aux directeurs et directrices des établissements et à l'ensemble de la hiérarchie et des personnels.

Monsieur le directeur de l'ENFiP
Mesdames, Messieurs,

Le directeur général, qui après avoir lancé un grand remue ménage à la DGFIP, après avoir permis le financement des réfections de l'ensemble des douches de la DGFIP et acheté quelques ballons d'assises, lance un grand remue méninges.

Ce DG ne se contente pas d'avoir détruit le maillage territorial qui constituait une vraie force pour notre réseau et qui garantissait une équité d'accessibilité à notre service public, il demande désormais à tous ses subalternes de décliner en local une grande réflexion visant à supprimer encore plus d'emplois, à encore plus privatiser des missions _ faute de pouvoir les faire _ le tout, en y associant les personnels qui auront le sentiment de participer, mais qui en réalité seront en train de négocier le poids des chaînes.

Monsieur le directeur, il est urgent que la DGFIP comprenne que cette soi-disant méthode participative ne peut plus marcher.

Alors que l'ENFiP, la DGFIP et l'Administration dans son ensemble traverse une crise profonde, pensez-vous réellement que la participation à un énième GT/réunion va nous rassurer ?

A force de nous prendre pour des idiots, la DGFIP deviendrait-elle idiote également ?

Aujourd'hui, les préoccupations des agents de l'ENFiP est ailleurs et il y a urgence à agir !

Alors que la désorganisation est de plus en plus présente au sein de l'ENFiP, que le mal-être et l'inquiétude augmente au sein des agents quels sont les sujets d'actualités que met en avant l'ENFiP ?

l'attractivité de la DGFIP, l'attractivité de l'ENFiP et la digitalisation des supports....Comme si nous avions que ça à faire ou à penser.

Depuis la mise en place de la scolarité renouée, la DGFIP a détruit la formidable formation dispensée dans nos établissements, malgré tout, on nous répète à l'envi que le taux de satisfaction est très bon, que le niveau reste formidable, mais alors comment explique-t-on :

- que nous validions des scolarités à 7/20,
- que des directions aient été contraintes depuis 3 ans de créer des brigades d'intégration dont l'objet est de reprendre des notions fiscales essentielles qui auparavant étaient acquises en sortant de l'école.

Mais ceci ne suffit pas, il faut aller encore plus loin. Et pour cela quoi de mieux que de faire appel à un cabinet extérieur pour nous expliquer comment digitaliser nos cours !

Alors que la rentrée prochaine s'annonce très compliquée à mettre en place compte tenu de la hausse des effectifs, l'ENFiP préfère regarder ailleurs et nous demande de regarder ailleurs.

A croire que l'ENFiP n'a que pour seul objectif de répondre à une feuille de route contrainte par un budget restreint !

On fait de la malformation comme d'autres font de la malbouffe, et après, on s'étonne que notre administration ne soit plus attractive, que notre école n'attire plus des personnels pour venir assurer ce formidable métier de prof !

Mais jamais la DGFIP ne se pose la question :

- des charges de travail allant jusqu'à l'épuisement ;
- des rémunérations dans la fonction publique et du gel du point d'indice ;
- de la perte de sens dans nos missions ;
- du mépris de RH qui de-ci de-là, viennent annoncer au personnel que leur emploi est supprimé sans qu'elle et il n'ait eu le temps de se retourner.

Désormais la formation à l'ENFiP est devenue une fabrique de souffrance au travail :

- **pour les stagiaires** qui ne sont pas du tout opérationnels à la sortie de l'école, faute de temps suffisant pour l'assimilation des nombreuses notions ;
- **pour les services** dans lesquels ils sont affectés qui ne se contentent plus de tutorer mais qui doivent reprendre de nombreuses notions auparavant acquises à la sortie de l'école ;
- **pour le personnel administratif** qui se voit dans l'obligation de travailler dans l'urgence en permanence ;
- **pour les chargés d'enseignement** qui travaillent en permanence sous stress, qui doivent prioriser entre préparer les cours et rendre à temps les travaux documentaires.

Au travers ce remue méninges, la DGFIP cherche juste une caution afin de plus tard nous dire : « on a fait ça, vous n'êtes pas content·e·s, mais vous y avez été associé·e·s ».

C'est pourquoi, la section ENFiP de la CGT Finances publiques refuse de participer à cette mascarade, qui n'a pour but que de vous donner le beau rôle. On le sait, les conclusions sont déjà rédigées.

Nous demandons évidemment à nos adhérent·e·s, à nos sympathisants et à l'ensemble des personnels de ne pas participer à ce jeu de dupes.